

LE TROTSKYISME EN MARCHÉ

LE VI^e Congrès du P.C.I. s'est tenu les 14, 15, 16 et 17 janvier, salle Lanery, à Paris. Une centaine de délégués de province et de Paris suivirent ses travaux...

On remarquait une forte représentation prolétarienne parmi les délégations et la participation des éléments ouvriers au débat fut importante.

Les débats portèrent sur la situation politique, l'évolution des pays d'Europe centrale, la défense de la Yougoslavie, la construction du Parti, le Parti Révolutionnaire et la Jeunesse, le travail syndical.

La plus grande partie de ce numéro sera consacrée au Congrès, à ses débats, aux résolutions qu'il a adoptées, aux déclarations qu'il a entendues, entre autre celle du représentant du Comité Exécutif de l'IV^e Internationale, nous citons le numéro, nous citons le numéro...

Ce Congrès, tenu à la date anniversaire de la mort des trois grands révolutionnaires, Rosa Luxembourg, Karl Liebknecht, Lénine, a constitué une étape décisive dans la formation du nouveau parti révolutionnaire pour lequel lutte depuis 20 ans le trotskysme en France.

La confiance profonde de tous les délégués dans la force et dans l'avenir du Parti et de l'Internationale, nous ne pouvons mieux l'exprimer qu'en répétant le discours de clôture que prononça Jacques Privas.

Il n'y a pas très longtemps, certains entraient le trotskysme en France. C'était un parti stupide. Notre VI^e Congrès a prouvé qu'il était plus vivant que jamais. Il l'a prouvé par le sérieux de ses discussions et de son organisation, par sa composition sociale, une énorme majorité ouvrière, par ses résultats.

Nous devons encore clarifier et discuter plusieurs problèmes politiques dont la préparation a été insuffisante. Pour le prochain Congrès, nous nous proposons comme tâches principales nos résolutions sur le Front Unique, sur la défense de la Yougoslavie, sur la question du parti constituant les bases solides pour cette clarification.

Sur la question du parti, nous avons décidé des votes pour notre renforcement. Notre Congrès a montré que nous ne sommes pas un groupe parmi d'autres; nous sommes les trotskystes!

Et le trotskysme, c'est le marxisme à notre époque. C'est sur cela que repose notre confiance. Pour le démocratisme, la presse bourgeoise et aussi ouvrière a fait un bilan du monde. Mais personne n'a remarqué une chose. Alors que deux guerres ont ensanglanté le monde sans rien résoudre, que toutes les frontières ont été modifiées, qu'Hitler se promettait un empire de 1.000 ans — une seule chose est restée vivante et se développe: c'est le marxisme. La bourgeoisie mobilise ses savants, sa radio, sa presse, ses églises — en vain. L'état utilise un énorme appareil d'Etat pour remplacer le marxisme par le stalinisme — en vain!

Notre confiance ne repose pas sur des prévisions astrologiques. Bien sûr que malgré leur dévouement et leurs sacrifices, les travailleurs peuvent encore subir des défaites — mais le marxisme les mènera à la victoire.

C'est pourquoi je vous rappelle les dernières paroles de Léon Trotsky: « Je suis sûr de la victoire de l'IV^e Internationale. En avant! » Oui! elle vaincra!

Le salut du délégué de la IV^e Internationale

Au nom du Secrétariat Internationaliste, je transmets à votre Congrès les saluts fraternels de toute l'Internationale.

Depuis la crise que notre organisation française a traversée, il y a déjà deux ans, un redressement remarquable s'est opéré.

Par contre, les tentatives centristes et la R.D.R. ont connu un échec cuisant.

Ceci est le résultat et la preuve avant tout de la force de notre programme, de nos idées, que rien au monde, Camarades, n'est capable de briser et d'enterrer définitivement.

Le trotskysme, tant de fois déclaré mort, ici ou ailleurs, est toujours vivant, renait constamment sur le terrain de la lutte des classes et de la prise de conscience par l'avant-garde révolutionnaire, des conditions historiques dans lesquelles se déroule cette lutte et des buts qu'elle poursuit.

Actuellement d'autres courants que nous, d'origine d'éducation différentes de la nôtre, se détachent de la (Suite page 4)

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

19, rue Daguerre, Paris (14^e). — Téléphone : Suffren 62-31

C. C. P. Mile Picard 5660-98 Paris

LE 6^e CONGRÈS DU P.C.I. APPELLE LES TRAVAILLEURS à: Défendre la Yougoslavie - Construire le Front Unique forger une nouvelle direction

LA RÉOLUTION POLITIQUE

L'OFFENSIVE du capitalisme français contre une classe ouvrière dont l'usure au moment de la révolution a été arrêtée et la volonté de lutte gaspillée par la trahison des vieilles directions ouvrières, plus particulièrement de la direction stalinienne qui disposait d'une influence décisive, se développe d'autant plus dangereusement que la politique conjoncture dans laquelle, comme en 1935, P.C. et P.S. se trouveraient rapprochés dans l'opposition. En tous cas, la victoire d'un front unique des travailleurs

reste fonction de la capacité d'une nouvelle direction ouvrière à se dégager.

Le VI^e Congrès du P.C.I., Section française de la IV^e Internationale, fixe comme tâche essentielle pour tous les trotskystes, de contribuer à la réalisation du Front Unique et à la formation de cette nouvelle direction ouvrière. Examinant en traits généraux la situation économique et politique, la présente résolution a pour objet de préciser les conditions et les moyens qui permettront aux trotskystes d'aider les travailleurs à construire le F.U. et à résoudre la crise de direction qui concentre en elle la crise du mouvement ouvrier et de la société tout entière.

Situation mondiale

1) La situation mondiale est caractérisée essentiellement par le développement de l'économie américaine vers une crise et dans les rangs ouvriers par le développement de la crise du stalinisme.

Divers indices ont montré, dans la première moitié de 1949, le développement de l'économie américaine vers une crise de surproduction. Les méthodes utilisées par le capitalisme américain pour y obvier ont provoqué une sorte de palier, au cours de la moitié de 1949; elles sont susceptibles de différer l'échéance un certain temps, mais les contradictions capitalistes seront finalement plus fortes que les mesures gouvernementales.

Force est tout compte, des éléments de crise économique publique, de diverses couches sociales en Amérique même (Truman est obligé d'exercer sa propagande sur l'amélioration des conditions de vie des masses et sur le maintien de la Paix). Washington s'efforce avant tout de résoudre ses problèmes immédiats: empêcher la crise en essayant d'étendre ses marchés au détriment des impérialismes européens, notamment dans leurs colonies (point 4).

Les mesures prises par le capitalisme américain pour étaler la crise aboutissent, en fait, à essayer « d'exporter » celle-ci. Sous le couvert d'un désir d'unifier l'Europe, le ca-

pitisme américain tend à abaisser le niveau général de l'économie européenne et plus particulièrement d'aligier le niveau de vie des ouvriers européens sur le niveau le plus bas, celui de l'Allemagne. En cherchant à s'ouvrir de nouveaux marchés, il accroît les contradictions entre les E.U. et l'Europe; dans son ensemble, et les contradictions entre pays d'Europe eux-mêmes.

Le développement de ces contradictions, la progression politique lente de la classe ouvrière américaine, la situation de la classe ouvrière anglaise et aux résistances des classes ouvrières d'Europe, après des coups qui leur ont été portés par la victoire de 1948 (se voir l'annexe) et la progression des mouvements d'indépendance des colonies, constituent autant d'éléments qui ont entraîné une certaine décomposition du camp impérialiste au cours de 1949.

D'autre part, l'affaire yougoslave, la crise permanente des pays du glacis, la crise mondiale des partis communistes, les difficultés en U.R.S.S. même (qui ont amené le Kremlin à réintroduire officiellement la peine de mort), constituent également des éléments attestant une certaine décomposition du camp soviétique dans la même période.

(Suite page 2)

LE SALUT DU CONGRÈS

AUX TRAVAILLEURS ET AU P. C. Y.

Camarades,

LE VI^e Congrès du Parti Communiste Internationaliste, Section française de la IV^e Internationale, adresse aux ouvriers et paysans de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie et au Parti Communiste Yougoslave son salut révolutionnaire.

Au cours de ses travaux, il a décidé de poursuivre et d'intensifier son action dans les rangs de la classe ouvrière française pour l'appeler à la défense de la révolution yougoslave.

Notre Parti est sans réserve aux côtés du Parti Communiste Yougoslave dans sa lutte pour la vérité et contre la calomnie, dans sa lutte pour l'indépendance à l'égard de Wall Street et du Kremlin, dans sa lutte pour l'autonomie du mouvement ouvrier à l'égard des vieilles directions de trahison.

Il invitait les syndiqués français à ne pas s'arrêter aux affirmations mensongères de leurs dirigeants et, répondant à l'invitation des Syndicats yougoslaves, à se rendre en délégations dans la République Fédérative Populaire.

Au Cercle Lénine

Le 24 Février 1950 à 20 h. 30

LOUIS DALMAS

le premier journaliste français qui

interviewa Tito,

parlera sur

la YUGOSLAVIE

PALAIS DE LA MUTUALITÉ

rue Saint-Victor

(Métro : MAUBERT-MUTUALITÉ)

(Suite page 2)

laire Yougoslavie pour y voir de leurs propres yeux la vérité que l'on veut leur cacher.

Il invitera les jeunes travailleurs de France à constituer des brigades de travail qui manifesteront la solidarité internationale du prolétariat.

Le Parti Communiste Internationaliste a décidé d'intensifier son combat pour la nouvelle Internationale révolutionnaire du prolétariat, instrument nécessaire et seul garant de la défense de la Révolution Yougoslave et de la victoire de la Révolution mondiale.

Vive la solidarité internationale du prolétariat!

Pour que vive la Révolution Yougoslave!

Vive la Révolution mondiale!

Paris, le 18 janvier.

DANS LA ZONE SOVIÉTIQUE

UN COMMUNISTE ALLEMAND

DEFEND TROTSKY

NOUS avons devant nous un long article de la « Leipziger Volkszeitung », organe du S.E.D. (parti stalinien) de l'Allemagne orientale. Sous le titre: « Confusionnisme politique ou agent de l'ennemi de classe? », cet article traite de Michaelis comme d'un exemple typique de la façon de démasquer le trotskysme. De quoi s'agit-il? Le 25 septembre 1949, l'ouvrier Willi Michaelis qui travaillait à l'imprimerie de ce journal stalinien, se présenta à la réunion de la cellule stalinienne qui devait élire les délégués au Congrès du parti et intervint dans une longue déclaration politique. Citons textuellement la « Leipziger Volkszeitung »: (Suite page 4)

Tout le prolétariat doit combattre pour libérer le Viet-Nam de la tutelle impérialiste

L'ACTION contre la guerre de brigandage impérialiste du Viet-Nam prend chaque jour une ampleur plus grande. Mariniers, dockers, cheminots, ouvriers d'armement ont compris que de leur action dépendait que leurs frères vietnamiens puissent arracher leur indépendance.

Nous ne pouvons, nous trotskystes, que nous féliciter de voir enfin la C. G. T. et le P.C.F. s'engager dans une action que nous n'avons cessé de préconiser.

Mais si l'action directe contre la guerre du Viet-Nam est la seule arme efficace, cela ne veut pas dire que l'on doit laisser se battre seuls marins, dockers, cheminots et encore moins qu'ils doivent se battre en combat d'avant-garde.

A la suite des revers qu'elle a subis au Viet-Nam et après les manifestations de Saigon, la bourgeoisie française est décidée à briser l'action de solidarité active des travailleurs. Elle a répondu par le lock-out au mouvement des dockers de Saint-Nazaire, elle emprisonne et condamne des militants coupables d'avoir appelé au boycott, elle tente de briser les mouvements de grève à l'aide de ses C.R.S. et de ses organisations pro-fascistes.

Si des journées de protestation comme celle des rapatriés en novembre dernier ou celle qui se prépare pour le 25 janvier ont une valeur propagandiste certaine, elles ne peuvent suffire à donner une issue victorieuse à toutes ces luttes dispersées.

La classe ouvrière ne peut que se réjouir de voir les dirigeants stalinien, qui sont si longtemps restés muets au sujet de la « sale guerre », se décider enfin à organiser la lutte contre elle.

Mais elle ne doit pas tolérer que sa volonté de solidarité agissante soit utilisée dans des combats de harcèlement sans issue au profit d'une (Suite page 4)

De notre correspondant aux U. S. A.,

Charles Nanley

La lutte des mineurs américains

NEW-YORK, janvier 1950. — Depuis des mois, la presse mondiale rapporte les différents épisodes de la lutte des mineurs américains. De quoi s'agit-il en somme?

Le Syndicat des Mineurs (U.M.W.), dirigé par John Lewis, indépendant des deux autres fédérations syndicales C.I.O. et A. F. L., est bien le plus combative des U.S.A. Les mineurs ont su obtenir les meilleurs salaires et les meilleures pensions de toutes les corporations.

En été 1949, des signes de crise apparurent dans les charbonnages: des stocks invendus de charbon s'accumulèrent et le danger d'un licenciement de milliers de mineurs se précisa. Lewis décida de remplacer le contrat collectif entre le Syndicat et les industriels (qui arriva juste à ce moment-là au terme de validité) par un nouveau contrat tenant compte de la situation et accordant aux mineurs une augmentation de 30 cents par jour ainsi qu'une prime de 25 cents pour chaque tonne de charbon extraite, prime destinée à la caisse de pensions et de soutien des mineurs. Mais ces négociations avec le patronat échouèrent.

N'ayant pas réussi à conclure un accord satisfaisant, Lewis déclara alors la semaine de trois journées de travail afin d'éviter la suspension de la loi Taft-Hartley. Le 14 janvier 1949, les mineurs se mirent en grève. L'écrasante majorité des mineurs suivit ce mot d'ordre, malgré les protestations des patrons. Lewis poursuivait néanmoins ses efforts en vue d'aboutir à un contrat collectif adapté à la situation économique et sociale. Puisque les capitalistes ne voulaient pas l'accorder de bon gré (ce qui n'était pas surprenant), il fallut l'arracher par la grève. La grève la plus importante fut celle en automne, en même temps que la grève générale dans l'industrie de l'acier la « semaine de trois jours de travail ». Le moment était favorable pour une vi-

goureuse offensive de la classe ouvrière américaine. Aussi Lewis proposa-t-il à William Green, Président des Syndicats A.F.L., un front unique qui aurait fondé de la façon suivante: les neuf Syndicats les plus importants de l'A.F.L. et l'U.M.W. (allemand en grève) auraient offert au Syndicat des travailleurs du capitalisme dans le journalisme et l'agriculture de 2.500.000 dollars par semaine (en donnant chacun 250.000), et ceci jusqu'à la victoire des grévistes. Green repoussa cette proposition de front unique, tandis que M. Murray, dirigeant du Syndicat de l'acier et Président de la C.I.O., marqua son accord avec l'idée d'un front commun de lutte. Il va de soi que le « Socialist Workers Party » (trotskyste) approuva le projet de front unique.

Lewis s'opposa aux procédures d'enquête et d'arbitrage gouvernementales que les autres dirigeants syndicaux appuyaient, car il sait que cet arbitrage « impartial » joue toujours en faveur du capitalisme dans le journalisme et l'agriculture. Devant l'éventualité d'une « fascisation » des mines par le gouvernement, il déclara qu'une mesure pareille ne servirait qu'à briser la grève et ne mettrait fin ni au contrôle patronal sur les mines, ni aux planurgies profits des patrons charbonniers; et qu'en cas de cette « fascisation », il faudrait demander une administration des mines « pour le compte du peuple et indépendante des patrons ».

La grève de l'acier se résorba par la conclusion d'accords entre Murray et les Sociétés. La Cour Suprême des Etats-Unis agissait contre les mineurs en demandant le paiement d'une amende de 1.420.000 dollars au Syndicat des Mineurs. En 1948 et contre laquelle celui-ci avait interdépendé appel. Le Gouvernement prépara des mesures dirigées contre les mineurs en grève. Le 9 novembre 1949, Lewis et le Comité Directeur du Syndicat déclarent alors une « semaine de travail » sans interruption de contrat et une nouvelle action après le 30 no-

vembre, si aucune solution du conflit n'intervenait avant cette date. Aucune n'intervint en effet, malgré les négociations entre Lewis et quelques patrons individuels et malgré la pression exercée sur Lewis par le Gouvernement.

Depuis le 30 novembre, il y a eu encore d'autres pourparlers, des grèves partielles, et surtout le rebous à la semaine de 3 jours tant combattue par les capitalistes.

Ceux-ci s'acharant contre Lewis, car ils comprennent très bien quel danger représente pour eux un dirigeant combative d'un Syndicat puissant qui défend vraiment les intérêts des ouvriers. Toute la presse réactionnaire hurle contre Lewis et calomnie les mineurs. La bourgeoisie n'oublie pas non plus que Lewis — contrairement à Green (A.F.L.), Murray (C.I.O.) et Reuther (Syndicat C.I.O. de l'Automobile) — a refusé de prêter le serment anti-communiste que la loi anti-ouvrière Taft-Hartley ordonne aux dirigeants syndicaux: tout en étant anti-communiste, Lewis ne trahit pas sur le principe de la liberté du mouvement syndical.

« Les industriels et les parlementaires du « Parti Républicain », porte-parole de l'industrie lourde, demandent que le Président Truman applique la loi Taft-Hartley qui lui permet d'envoyer aux grévistes une Commission d'enquête et, en attendant le résultat de celle-ci, d'interdire une grève pour une durée de 80 jours. Truman hésite cependant à intervenir les grèves des mineurs et à les forcer de rétablir la semaine de cinq journées de travail, sachant que la loi Taft-Hartley est une arme à double tranchant dont l'utilisation à la légère pourrait coûter cher un régime qui préfère ne pas trop démasquer son caractère anti-ouvrier avant les élections de 1950. Aussi le Président répond aux partisans de cette loi que la situation n'est pas grave assez en ce moment pour justifier l'intervention du chef de l'Etat. (Suite page 4)

Le travail du 6^e Congrès du Parti

RÉSOLUTION POLITIQUE

(Suite de la première page)

Ce double développement crée une situation mondiale dans laquelle le danger de guerre (contrairement à ce qu'affirme la politique stalinienne) se trouve retardé, et où même un compromis entre les USA et l'U.R.S.S. n'est pas exclu. Par suite, la classe ouvrière dispose de délais suffisants pour pouvoir reconstruire un mouvement révolutionnaire de masses indépendant de Washington et de Moscou et barrer la route d'une troisième guerre mondiale par des révolutions prolétariennes victorieuses. Les trotskystes dénoncent vigoureusement le dilemme: Washington ou Moscou, Truman ou Staline, dans lequel les directions

de trahison s'efforcent d'enfermer les travailleurs. La guerre n'est pas à brève échéance. Il y a du temps pour libérer le mouvement ouvrier des directions social-démocrates et stalinienne et l'exemple de la Yougoslavie montre dans les faits que cela est possible, non seulement pour un petit nombre d'individus, mais pour un parti de masses, dirigeant un Etat.

C'est ce que si cette tentative de rendre son indépendance au mouvement ouvrier échoue, si la lutte révolutionnaire ne se développe pas ou est écartée dans une série de pays décisifs que la troisième guerre mondiale deviendra le moyen du capitalisme américain pour surmonter les contradictions de l'impérialisme.

Situation économique française

Du point de vue économique, le capitalisme français continue à végéter. Si l'on tient en même temps compte de certaines branches, les niveaux de production de quelques-unes des meilleures années d'avant la deuxième guerre mondiale, cette progression en chiffres absolus ne peut dissimuler une régression importante sur l'aire mondiale, par rapport à plusieurs pays, tant du point de vue de la production globale que du point de vue de la productivité.

L'économie française est désormais profondément dépendante de l'aide américaine qui, depuis la fin de la guerre, comble sensiblement le déficit de la balance du commerce extérieur. Les menaces de chômage et d'une crise commerciale croissante proviennent essentiellement de l'appauvrissement général de la société, de la limitation des marchés et de l'impossibilité du capitalisme français de lutter sur les marchés mondiaux plus importants. Les dernières statistiques (novembre 1949) indiquent un abaissement de la production sidérurgique en France, signe d'une extension de la crise et du chômage.

Mais l'appoint de dons américains et les investissements d'Etat constituent un frein au développement de la crise et donnent un rythme lent à celle-ci.

Le plan Marshall, jusqu'à présent servi avant tout à réaliser la politique américaine d'enserrinement (containment) du stalinisme au profit du capitalisme et à lier la bourgeoisie française à la stratégie et à la diplomatie américaines (Pacte Atlantique), c'est-à-dire à commencer la transformation de l'Europe occidentale en un bloc américain. Toutefois, le plan Marshall, s'il a contribué à relayer la production de l'Europe, n'est pas parvenu à stabiliser celle-ci. Avec l'apparition de premiers indices de crise économique, le plan Marshall est utilisé par les USA pour faire pression sur les bourgeoisies européennes à l'effet de les contraindre au sein de la bourgeoisie en ce qui concerne les rapports avec les USA, d'une

part et les pays d'Europe d'autre part. (Opposition entre Reynaud et la « 3^e force ».)

Malgré toutes les mesures économiques prises depuis la défaite des années 1947-1948 (retrait des billets de 5000 francs, libération de la plupart des prix, augmentation des prix des produits de base et des transports, dévaluation du franc...) qui ont abouti à une diminution du standard de vie des travailleurs, le capitalisme français est incapable de produire les ressources suffisantes pour renouveler son équipement de façon considérable et d'organiser son économie pour qu'il puisse regagner des places sur le marché mondial.

La guerre du Viet-Nam, dans laquelle le capitalisme français s'obstine à vouloir poursuivre, par la force des armes, une solution impossible à imposer aux Vietnamiens et inacceptable, non seulement pour les peuples du Sud-Est asiatique, mais aussi pour certains impérialismes concurrents, entraîne une perte de substance importante du capitalisme et constitue un élément d'aggravation de sa situation politique, économique et sociale.

L'offensive économique du capitalisme contre la classe ouvrière se manifeste non seulement par le maintien des salaires à un niveau extrêmement bas, mais aussi par une accélération des cadences, une baisse des temps, etc... Ces mesures s'ajoutent toute une série d'atteintes aux libertés et aux avantages antérieurement acquis (renvoi des délégués, atteinte au droit de grève, arbitrage...).

Le capitalisme français ne peut toutefois envisager une sérieuse modification de sa situation économique indépendamment d'une profonde modification du régime politique comportant une restauration des vraies libertés ouvrières et démocratiques et l'institution d'un « gouvernement fort ».

Orientation de la bourgeoisie française

Le capitalisme français a constamment déplacé son axe politique vers la droite. Le tripartisme a fait place à des combinaisons dites de « 3^e force ». Cette troisième force qui naquît sa collusion avec le gaullisme contre la classe ouvrière sous le slogan de la « lutte sur les trois fronts », a, par tenir, malgré l'étroitesse de sa base dans le pays, grâce à l'aide américaine et aux défaites ouvrières causées par la politique stalinienne.

Aujourd'hui, le capitalisme français a pour objectif l'élimination des socialistes du gouvernement et la création d'une majorité parlementaire de la droite traditionnelle. Mais les socialistes sont encore utilisés au gouvernement pour les associer aux mesures anti-ouvrières et la bourgeoisie n'aspire contre eux qu'avec prudence, malgré leur faiblesse intrinsèque, elle réduise les conditions objectivement favorables du Front Unique ouvrier que créait la présence commune dans l'opposition du P.C.F. et du P.S.

La situation nationale et internationale de l'impérialisme français le pousse à rechercher l'établissement d'un « gouvernement fort » basé sur l'affaiblissement et la démolition de la classe ouvrière, et la maintenance dans l'impasse. De Gaulle aspire à jouer ce rôle. Mais la crainte qu'à la bourgeoisie des réactions que pourrait provoquer sa venue au pouvoir, amène à adopter une orientation d'établissement à froid, graduel, d'un gouvernement réactionnaire ne modifiant pas fondamentalement la structure républicaine et parlementaire du régime.

Dans cette orientation, le gaullisme serait appelé à jouer seulement un rôle d'appui anti-ouvrier extra-parlementaire. Ce gaullisme peut obliger la bourgeoisie à abandonner cette orientation et à risquer les sélections d'un gouvernement du R.P.F. Ces politiques divergentes expriment aussi des conceptions différentes en ce qui concerne les rapports franco-américains, en particulier en ce qui concerne les problèmes économiques (Ruhr, Saar, nationalisations...).

La résistance prolétarienne (extraits)

La politique de trahison des dirigeants ouvriers depuis la guerre a conduit la classe ouvrière dans une situation de profond recul. Ensemble, de 1944 à 1947, les chefs sociaux démocrates et stalinien collaborèrent au gouvernement et furent les instruments indispensables à la restauration de l'Etat et de l'économie capitaliste (livraison des armes, dissolution des organismes populaires, « production d'abord », grève armée des tracts », constitution et défense de « l'Union Française »).

D'autre part, le capitalisme hésite à recourir à une dissolution du Parlement à bref délai. Il sait, par l'expérience des élections sénatoriales et cantonales de 1940, qu'il peut, avec un système de scrutin adéquat, réduire la représentation stalinienne, mais il ne sait pas dans quelle mesure il peut limiter la représentation gaulliste, et assurer la formation d'un ministère de droite ayant une majorité parlementaire, à l'exclusion des socialistes et des stalinien sur la gauche et du R.P.F. sur la droite.

Le gaullisme, aujourd'hui, a perdu son élan de l'année 1948 et a subi une crise et connu des défaites. Mais il se réorganise et ses éléments de combat prennent le dessus. Il cherche à capitaliser dans la petite bourgeoisie les conséquences de la gabegie de la IV^e République et l'impuissance des vieux partis ouvriers, surtout avec la perspective d'une aggravation de la crise.

En politique extérieure, le capitalisme français, dans tous ses secteurs, a définitivement renoncé aux velléités d'une politique de « grandeur », c'est-à-dire d'une politique partiellement indépendante d'une politique partiellement dirigée contre eux, qui se manifestait au lendemain de la guerre. Le capitalisme français est, à l'exception de quelques individualités, intégré dans le bloc américain, il soutient le Pacte Atlantique et toutes les tentatives de renforcement de l'Europe Occidentale. C'est très timidement, sachant qu'il mène une bataille perdue d'avance, qu'il s'efforce de résister à la politique américaine de redressement de l'impérialisme allemand et de réarmement et de renitimation de l'Allemagne.

regroupement d'une nouvelle direction révolutionnaire.

La crise du P.C.F. se développe sur la base d'une contradiction de plus en plus évidente pour les militants communistes: à la « libération », où le pouvoir pouvait être pris, il fallait freiner les travailleurs et s'opposer à toutes actions de leur part, et aujourd'hui, quand leur Parti est isolé dans la classe ouvrière, il faut, sous prétexte de progression constante des forces démocratiques dans le monde (Hélas Jdanov), se lancer dans des actions offensives qui sont purement aventuristes. Cette crise est nourrie et approfondie par la crise yougoslave et les pays de l'Europe Orientale. La conjonction de ces faits amène les militants du P.C.F. à mettre en cause la politique stalinienne dans son ensemble, c'est-à-dire la politique du Kremlin lui-même.

La politique du P.C.F. est dictée par les besoins de la diplomatie du Kremlin, non par les besoins du prolétariat ouvrier et de la défensive à la suite des défaites qu'il a subies.

Sous peine de devenir incapable de poursuivre complètement une telle orientation, le P.C.F. ne peut tolérer dans ses rangs et autour de lui quiconque soulève la moindre objection, le moindre esprit critique, excepté une seule de ses décisions. Ainsi s'explique sa politique anti-ouvrière. Ainsi s'explique également sa rupture avec tous ceux qui ne condamnent pas la Yougoslavie (intellectuels, tendance dans le P.S.U...).

Pour conduire une telle politique, la direction du P.C.F. recense et recrute de son organisation: mise en vue de nouvelles conceptions d'organisation social-démocrates défendues il y a un an environ, large recrutement de membres dont il n'est pas demandé un travail réel, concentration sur les cellules d'ouvriers et le recrutement de combattants ouvriers; élimination de tous les cadres, qui n'expriment pas leur « confiance absolue » en Staline.

Cependant, en ce qui concerne les mots d'ordre, la direction stalinienne se montre extrêmement souple; elle ne craint pas de recourir, en maintes occasions, aux mots d'ordre qu'elle condamne autrefois (minimum vital, échelle mobile); ne craignent plus d'être débordés par des mouvements de masse, elle s'efforce ainsi de retrouver des contacts plus larges avec la classe ouvrière afin de pouvoir entretenir aussi longtemps que possible l'agitation exigée par les besoins du Kremlin.

La politique anti-ouvrière et aventuriste de la direction stalinienne constitue à l'heure présente le plus grand danger pour la classe ouvrière qu'elle peut entraîner à une catastrophe non au cours d'une lutte d'ensemble, mais par une succession de défaites partielles.

Perspectives

Des phénomènes extrêmement graves se sont produits au cours de l'année dernière de la lutte des classes en France: le recul ouvrier, l'offensive accrue de la bourgeoisie, son orientation réactionnaire: la politique stalinienne et de trahison des grandes organisations ouvrières. Mais ils ne constituent qu'un aspect de la situation. En réalité, il existe également des possibilités de renversement du rapport des forces et de reprise de l'initiative par la classe ouvrière.

Le devoir des révolutionnaires, donc avant tout du P.C.I., est de les exploiter avec la plus grande énergie.

1^o Le prolétariat français n'est pas écarté, sa désorganisation ne constitue pas une dispersion totale. Sa situation est instable, et il peut rapidement s'y regrouper et y confronter ses expériences.

2^o La situation internationale lui laisse un délai non négligeable, ce qui lui permettra de voir que le soutien de la réaction capitaliste de Washington ou la politique contre-révolutionnaire du Kremlin ne sont pas les seules voies auxquelles il doit choisir.

3^o Il peut également recevoir des encouragements par la lutte des prolétaires d'autres pays (Italie, Angleterre, Etats-Unis), l'action des masses coloniales pour conquérir leur indépendance n'est certainement pas le moindre des facteurs susceptibles de lui redonner confiance.

4^o Les modifications parlementaires en France ou diplomatiques dans le monde peuvent amener le P.S. et le P.C.F. dans une situation les obligent à reconstruire l'unité d'action entre eux.

5^o Il n'est pas exclu que des attaques violentes de la part du capital (lock-out) ou de provocations gaullistes suscitent un profond sentiment prolétarien remettant en question toute la situation et relançant tant sur la politique de la bourgeoisie que sur celle des partis ouvriers.

Vient de paraître Pierre FRANK HISTOIRE DE LA QUATRIEME INTERNATIONALE Une brochure: 80 francs. Commandes au S.E.L., 19, rue Daguerre, Paris (14^e), C.C.P. Corvin.

6^o Le facteur le plus important à l'heure actuelle est l'exemple du Parti communiste yougoslave favorisant un regroupement de l'avant-garde ouvrière sur une voie révolutionnaire contre Washington et indépendante de Moscou, anti-capitaliste et anti-stalinienne.

Ces facteurs qui rendent possible un renversement de la situation se manifestent en particulier dans les rangs des militants par le fait que l'on n'assiste pas à un recul, à une désagrégation et à une démoralisation complète,

bien que nombreux soient ceux qui sont brisés, et qu'au contraire de nombreux symptômes et regroupements montrent qu'il existe dans l'avant-garde des courants cherchant à donner une nouvelle direction révolutionnaire au prolétariat.

En soulignant les dangers existants de défaite ouvrière, le P.C.I. déploiera toutes ses forces pour montrer les possibilités de renversement possible de la situation et pour appeler les travailleurs à les réaliser.

Les tâches

Dans ce but, les trois tâches principales que se fixe le P.C.I. pour la période immédiate sont:

- 1^o défendre la Yougoslavie contre le capitalisme et contre le stalinisme; 2^o lutter pour la reconstitution de l'Unité de Front de la classe ouvrière; 3^o forger une nouvelle direction révolutionnaire de la classe ouvrière.

Parmi tous les éléments susceptibles de transformer la situation, la reconstitution du F.U., le développement indépendant et la progression révolutionnaire de la Yougoslavie et la création d'une nouvelle direction ouvrière, sont ceux sur lesquels notre action consciente et notre volonté peuvent s'exercer effectivement.

Défendre la Yougoslavie

La rupture du P.C.Y. avec Moscou a ouvert une large brèche dans le stalinisme. Elle est le fruit de la contradiction entre les aspirations des masses ouvrières et paysannes yougoslaves et les intérêts de la bureaucratie du Kremlin. La Yougoslavie se trouve menacée par l'action stalinienne et la pression impérialiste. Un approfondissement de la lutte de classe en Yougoslavie ne peut suffi-

re à assurer sa défense. Les prolétaires du monde entier doivent intervenir: « Bas les poètes devant la Yougoslavie. » L'affaire yougoslave, qui préoccupe encore principalement l'avant-garde, acquerra de plus en plus d'importance dans les larges masses. Les tâches concrètes sont définies dans une résolution spéciale.

Construire le Front unique

De la défensive à laquelle elles se trouvent actuellement réduites, les masses travailleuses ne pourront retrouver l'initiative et passer à l'offensive qu'avec la réalisation du front unique.

Les luttes partielles menées sur des objectifs limités et dirigées par ceux qui y participent, constituent des étapes indispensables à la préparation d'une lutte d'ensemble, même si elles ne sont pas victorieuses, en raison du rapport de force actuel. Combatte pour leurs véritables revendications, les travailleurs acquièrent ainsi, par leur propre expérience, la preuve qu'il leur faut se battre à l'égard non seulement des objectifs généraux, mais aussi de leurs intérêts immédiats. Par contre, les luttes partielles sur des objectifs généraux, engagées et stimulées par les stalinien, ainsi que les rares manifestations organisées par les réformistes à la Jouhaux, non seulement ne peuvent aboutir, mais entraînent une démolition accrue dans les rangs ouvriers et contribuent à discréditer

Les objectifs généraux des travailleurs ne peuvent être obtenus dans le cadre du régime capitaliste verrouillé. C'est pourquoi les luttes ouvrières doivent s'inscrire dans le cadre d'un programme général de mesures anti-capitalistes qui, seules, permettront d'arracher à la main des masses ouvrières la victoire, du fascisme et de la guerre et d'établir une société socialiste dans laquelle les progrès de la science et de la technique, qui débordent de plus en plus les possibilités de chaque nation prise séparément, seront mis au service de la collectivité. C'est pourquoi nous appelons les travailleurs à adopter le programme suivant: — expropriation des trusts, banques; — plan de reconstruction sous contrôle ouvrier; — vers les Etats Unis Socialistes d'Europe et du Monde.

Aux larges masses qui n'ont pas encore compris la nécessité d'une nouvelle direction et qui continuent à suivre les vieilles directions, le parti fait appel pour qu'elles obligent les vieilles directions à s'entendre pour répondre

Tout en participant à toute lutte ouvrière, les trotskystes dénoncent toute tentative d'exploitation à des fins autres qu'aux intérêts ouvriers, notamment, toute tentative d'engager ou de poursuivre des luttes partielles pour des revendications générales qui ne peuvent être arrachées que dans une lutte d'ensemble pour laquelle la classe ouvrière ne se trouve pas préparée.

Pour la réalisation du Front Unique, le VI^e Congrès du P.C.I. soumet à tous les travailleurs et à toutes les organisations ouvrières le programme suivant (1):

- 1^o Unir les travailleurs contre la misère. 2^o Unir les retraités, les mutilés de la guerre ou du travail, les petits rentiers, les vieux travailleurs, les petits commerçants, les petits paysans et les artisans, aux travailleurs dans la lutte contre la misère commune. 3^o Unir les travailleurs dans la lutte contre le chômage. 4^o Unir les travailleurs contre la réaction. 5^o Unir les travailleurs contre la dictature. 6^o Unir les travailleurs contre la guerre.

Forger la nouvelle direction

La défense de la Yougoslavie et la constitution du Front Unique ne pourront être menées jusqu'à la victoire complète des travailleurs sans l'existence d'une nouvelle direction dans les entreprises et dans les Syndicats, dans les villes et les campagnes, nouvelle direction orientée, impulsée, par un parti révolutionnaire riche de l'expérience de toute l'histoire du mouvement ouvrier international. Le P.C.I. soutiendra de toutes ses forces la création de Comités d'usines et plus généralement de toutes les formes de groupes d'opposition syndicaliste révolutionnaire à tous les échelons des différentes centrales ouvrières, groupes ouvrant à la création d'une C.G.T. unifiée et démocratique.

reconstruction d'un mouvement communiste. Le P.C.I. s'adresse plus particulièrement à la jeunesse travailleuse pour faire sien le programme de la IV^e Internationale et s'organiser dans ses rangs et dans ses organisations autonome de jeunesse; car c'est avant tout de la jeunesse ouvrière, après l'usage d'une importante partie des militants des générations plus âgées, que dépend le succès du regroupement de l'avant-garde révolutionnaire sur le seul programme susceptible d'assurer le triomphe du socialisme.

Ces tâches et toutes celles que pose la situation convergent, en fin de compte, vers la construction d'un PARTI REVOLUTIONNAIRE DES MASSES. Les progrès effectués par le P.C.I. ne laissent aucun doute, que celles qui passent être les voies par lesquelles passera la construction d'un parti révolutionnaire de masse, le P.C.I., dans sa structure actuelle, constitue l'organisation qui, par son programme et son expérience, est le plus susceptible de comprendre et d'œuvrer consciemment au regroupement des forces révolutionnaires.

— Pour défendre la Yougoslavie contre l'impérialisme et le stalinisme! — Pour briser l'offensive capitaliste par le Front Unique prolétarien! — Pour aider les travailleurs à se forger une nouvelle direction de lutte!

Rassemblement dans les rangs du P.C.I. sous le drapeau de la IV^e Internationale.

UNE ENQUÊTE DE "LA VÉRITÉ"

Chez les Travailleurs Nord-Africains (V) (fin) ILS SERONT FORTS S'ILS SONT ORGANISÉS

UNE dernière grande revendication dont nous avons entretenu... Nord-Africains concerne l'allocation de chômage. Sur les 120.000 Nord-Africains que compte la Région Parisienne, 40.000 seulement justifient d'un emploi stable et régulier.

Toujours est-il que cette grande masse de Nord-Africains, souvent arrivés de fraîche date, se trouve absolument dénuée de ressources et subsiste par on ne sait quel miracle. C'est à leur état de misère extrême que ces travailleurs doivent de ne pouvoir bénéficier des allocations de chômage.

Il est bien certain que les critères normaux sont absurdes quand il s'agit des Nord-Africains dont les conditions de vie sont précisément « anormales ». A moins de leur rendre délibérément inaccessibles les allocations de chômage, il leur faut mener la réglementation en commençant par éliminer l'impossible séjour d'un an dans la commune.

Nous avons passé en revue les principales revendications de l'émigration nord-africaine. Sans doute pourrions-nous en allonger encore la liste. Mais il ne suffit pas de trouver des revendications pour qu'elles se trouvent satisfaites.

L'immigration de la main ne se terminera qu'avec l'oppression de l'Algérie par l'impérialisme français. La lutte pour l'amélioration des conditions de vie de l'émigration nord-africaine doit s'inscrire dans le grand combat anti-impérialiste pour l'indépendance.

Avant tout, les travailleurs nord-africains doivent compter sur leur propre force. Le poids de cette force est fonction de son organisation. Inorganisés, les travailleurs nord-africains ne peuvent rien. Organisés, ils peuvent bien des choses. Cette organisation, c'est un mouvement national qui a pour but de promouvoir, à notre sens, dans son intérêt comme dans celui des masses, dans l'intérêt du combat anti-impérialiste en un mot.

L'organisation doit partir, à notre avis, de Commissions nord-africaines créées dans les usines, entreprises, mines, etc. Ces Commissions, pour être efficaces, doivent se placer dans les cadres du mouvement syndical français le plus puissant, c'est-à-dire la C.G.T. Ils s'y constitueront aux Commissions du même nom déjà constituées qui sont une création spécifiquement bureaucratique sans aucune maîtrise du mouvement ouvrier.

La Lutte des Mineurs Américains

(Suite de la 1^{re} page)

Au cours des deux mois écoulés, les mineurs américains ont été quatre fois en grève. Ils n'ont pas encore réussi, malgré leur discipline militante et leur magnifique esprit de lutte, à arracher au Patronat un nouveau contrat satisfaisant, mais ils ne sont pas découragés parce qu'ils savent que face au front unique des patrons, face à la crise menaçante, il faut continuer cette lutte longue, difficile et tenace jusqu'à la victoire.

Le S.W.P. (trotskyste) a lancé le mot d'ordre d'un front unique de tous les syndicats pour venir en aide aux mineurs dans leur lutte importante, pour leur assurer enfin la victoire sur le Patronat, car si les mineurs étaient battus, le Proletariat américain voit entamer en indirect les conséquences. Le S.W.P. démontre ainsi que les Syndicats, les militants de la base font pression sur leurs dirigeants dans le sens d'une aide effective et totale aux mineurs pour un front unique des travailleurs contre le Patronat uni.

Le Comité d'Action des travailleurs nord-africains, qui ont la grande masse de leurs compatriotes, loin d'être des jouets aux mains de la bureaucratie syndicale, seront en mesure de faire prévaloir leurs intérêts et leurs points de vue en dépit des obstructions possibles ou probables de la part des dirigeants staliniens ou autres.

Dans la zone Soviétique un communiste Allemand défend Trotsky

(Suite de la 1^{re} page)

« Il déclara que la voie de notre parti était dictatorial et que nous suivions une voie russe qui était erronée. Il y opposa une voie internationale » qui, d'après lui, pouvait conduire au socialisme.

La direction de la cellule, effrayée, décida de convoquer immédiatement une réunion extraordinaire de tous les membres du parti, afin de se prononcer sur le cas de cet ouvrier.

« Dès le début de la réunion, dit le journal, il condamna la politique du Front National, l'insinuation de « l'organisation commerciale » (légalisation du marché noir pour ceux qui disposent de grandes sommes d'argent liquide) et le salaire au rendement... Il proposa son opinion sur le rôle remarquable que Judas Trotsky aurait joué dans la Révolution d'Octobre et sur les mérites dans la préparation idéologique des masses pour la révolution mondiale... Il présenta la formation du Front National comme une sorte d'unité d'action avec l'ennemi de classe et les fascistes... Quand il posa ensuite six questions provocatrices dans la discussion, il fut clair qu'il avait d'autre but que d'exploiter la réunion plénière pour sa propagande agressive trotskyste... »

Nous ignorons les six questions provocatrices : que l'ouvrier Michaelis posa aux membres de sa cellule. Sans doute des questions que les staliniens allemands n'osent même se poser. Elles constituent une condamnation vigoureuse de la politique criminelle. Mais nous savons par le même article que Michaelis était « à tel point aveuglé » qu'il était retourné « renforcé dans ses opinions » après un stage à l'école de cadres où on l'avait envoyé pour « corriger ses erreurs ». Nous savons aussi que même la lecture du livre « La grande Conspiration », de Sayers et Kaha, lui avait confirmé la justesse de ses idées. Et l'article nous donne cette preuve éminente de l'intelligence et du courage de l'ouvrier Michaelis dans ces notes : « Toute l'ignominie des forces dont il est tombé victime... se reflète quand il mit sur le même plan l'Histoire du P.C. (b) de l'U.R.S.S. du camarade Staline, cette grande encyclopédie du marxisme-léninisme... et les falsifications des héliéro-trotskyistes... »

La conclusion de l'affaire était claire pour les staliniens. Ils déclaraient que son pouvoir plus discuté avec « des gens comme Michaelis ». Ils mirent une grande manchette dans leur journal : « La seule réponse possible, l'exclusion ! » Et ils votèrent immédiatement une résolution demandant qu'« on mette fin à tout jamais à son travail de diviseur ». On sait, hélas ! la signification des mots « à tout jamais » dans l'univers stalien... Notre conclusion n'est pas moins claire. Nous regrettons de ne pouvoir rien faire pour sauver cet ouvrier courageux. Nous pensons qu'un militant ayant une telle conscience ne peut avoir commis une imprudence naïve, mais que sa déclaration publique reflétait sans aucun doute le fait qu'il se sentait déjà condamné. Nous pouvons être sûr cependant que son cas n'est pas unique. Malgré toute la terreur staliniennne, la conscience de classe s'exprime et continuera de s'exprimer chez les meilleurs militants ouvriers. Et le trotskysme qui hante aujourd'hui les bureaucraties du Kremlin et leurs méprisables laquais vit et vivra grâce à cette prise de conscience de la conscience et de la lutte du prolétariat.

(Extrait de « Unser Weg », organe des trotskystes allemands, juiv. 1950).

Tout le prolétariat doit combattre pour libérer le Viet-Nam de la tutelle impérialiste

(Suite de la 1^{re} page)

L'action contre la guerre du Viet-Nam doit dépasser le cadre des actions administratives. Elle doit devenir le combat de toute la classe ouvrière et être organisée à l'échelle internationale.

Tout d'abord la solidarité de tous les travailleurs doit être assurée à l'égard de ceux qui sont déjà victimes de la répression. Dans chaque corporation, des collectes doivent être organisés, des délégations et des déclarations doivent être envoyées auprès des pouvoirs publics.

Chaque action précise contre le chargement, le transport ou la fabrication des armes destinées au Viet-Nam doit être soutenue par l'ensemble de la classe ouvrière.

Le salut du délégué de la IV^e Internationale

(Suite de la page 1)

tutelle du Kremlin, cherchent leur voie, avancent des idées qui rencontrent certains de notre programme et créent du nouveau dans le mouvement ouvrier. Je me réfère plus concrètement à l'affaire yougoslave, à son relâchement grandissant dans les Partis Staliniens et leur entourage, et de ce nouvelle affaire anarcho-orient, celle du Parti Japonais et de ses implications probables sur l'évolution future de ce Parti et du P.C. Chinois.

Ces courants, ces événements, ces faits, y compris le trotskysme au près de l'avant-garde révolutionnaire. Car le trotskysme n'est, en définitive, que la conscience la plus élevée acquise jusqu'ici par le mouvement ouvrier, et les éléments qui réfléchissent, aidés en ce moment par leur propre expérience, ne manquent pas de s'en apercevoir.

Il est probable qu'à sa première étape, cette crise du staliniisme puisse profiter en partie à la réaction capitaliste et impérialiste. Mais il n'est pas même possible de penser à un tel résultat ultérieurement la marche libre, le développement libre, du mouvement ouvrier, seul gage de sa victoire définitive.

La révolution prolétarienne, nous ont appris nos maîtres, Marx, Lénine, Luxemburg, Trotsky, ainsi que les événements, marches vers son triomphe dialectiquement, passant inévitablement par des reculs, des défaites et des crises, dont chacune bien assouplie permet ensuite un nouvel essor, plus impétueux, du mouvement. Votre Congrès, Camarades français, s'ouvre dans une conjoncture caractérisée à la fois par l'offensive bourgeoise et l'amplification de la crise du Staliniisme.

Avez-vous à assurer l'élaboration d'une politique capable de remplir, dans l'avenir immédiat, les deux buts essentiels suivants : permettre à notre organisation de jouer son rôle de promoteur et de principal impulsor de l'unité d'action de toute la classe contre la réaction, et de polarisateur de la crise du Staliniisme, afin que cette crise trouve une issue révolutionnaire et ne profite pas à la réaction.

Les augures, Camarades, sont bons, il dépend en grande partie de nous, de la clarté et de l'audace de notre politique, de notre action cohérente et efficace, de notre cohésion intérieure... S'agit-il de devenir même excellent ?

Vive la IV^e Internationale ! Vive la Révolution Socialiste Mondiale pour laquelle nous combattons !

A CEYLAN

La fraction Stalinienne par ses voix, permet l'élection d'un Trotskyste comme maire-adjoint. Trois de ses membres sont exclus du C. C.

Tous membres de la fraction stalinienne du Conseil municipal de Colombo (capitale des dominions de Ceylan), P. Keuneman (leader du groupe parlementaire et des Secrétaires du P.C.), H.G.S. Ratnawera, et D. Henry, ont été exclus du Comité Central du P. C. de Ceylan pour avoir voté pour le trotskyste Abu Bakr (membre du L.S.S.P.), qui a été élu adjoint au maire de Colombo.

Les trois staliniens ont, peu après, « reconnu leur erreur ». Les deux organisations trotskystes, le B. S. P. et le L.S.S.P. qui sont en pourpales d'unification, ont fait les déclarations suivantes à ce sujet :

L.S.S.P. : « Nous défendons la bannière du marxisme léninisme. C'est pourquoi nous ne sommes pas surpris que le B.P. du Parti Communiste exclue trois membres du C.C. pour avoir voté pour le candidat du L.S.S.P. Cela démontre nettement ce que nous avons dit plusieurs fois, à savoir que la bureaucratie stalinienne locale est réellement un agent du parti de la bourgeoisie, l'U.N.P. »

B.S.P. : « Ce n'est pas une nouveauté pour nous d'apprendre que le P.C. considère les partis trotskystes comme un ennemi aussi important. Si ce n'est plus important que l'U.N.P. Sa politique, non seulement aux élections générales parlementaires, mais aussi ses récentes élections municipales de Colombo, consistait à faire régulièrement le jeu de l'U.N.P. »

SUR LE FRONT OUVRIER A NEUVE-MAISONS dans la MEURTHE-MOSELLE

QUATRE VIEUX MILITANTS EXCLUS DE LA C. G. T.

VERS le milieu de décembre dernier, quelques camarades cégétistes, de Force Ouvrière et inorganisés, lançaient un appel aux ouvriers de l'usine en faveur de la création d'un Comité d'unité d'action démocratique pour la défense de leurs revendications.

Cet appel ne fut pas du goût des bureaucrates départementaux et fédéraux. Dupont, Secrétaire départemental de la métallurgie, vint exiger du Conseil syndical de Neuves-Maisons l'exclusion des cégétistes qui avaient élaboré cet appel.

L'exclusion de quatre camarades proposés par le Conseil syndical par 10 voix contre 7 et une abstention fut soumise à l'Assemblée générale du Syndicat le 5 janvier. 80 syndiqués environ sur 600 assistaient à l'Assemblée. Les applaudissements recueillis par les exposés de Florence et Guilleminaux étaient suffisamment éloquentes pour démontrer que l'exclusion serait difficile à obtenir. Daurum, du Secrétariat fédéral, descendu pour la circonstance, organisa le vote dans la plus grande confusion et alors que ce dernier avait donné 37 voix pour l'exclusion et 44 contre, Daurum, après avoir protesté contre le truquage du vote par un vote au scrutin, déclara que la MAJORITÉ s'était prononcée pour l'exclusion et que celle-ci devenait définitive.

Les quatre exclus sont de vieux militants ayant au moins une vingtaine d'années d'activité syndicale. Florence, délégué titulaire au Comité d'établissement, était Secrétaire de l'Union locale des Syndicats ; Guilleminaux, délégué titulaire au Comité d'établissement et Secrétaire du Comité central d'entreprise, est également délégué d'atelier titulaire ; le troisième camarade est délégué d'atelier titulaire et le quatrième ancien délégué.

Le crime de ces camarades c'est d'avoir critiqué les méthodes bureaucratiques des directions syndicales et d'avoir défendu des formes démocratiques d'unité d'action, seules capables d'unir les travailleurs et de leur inspirer confiance. Leur faute est d'avoir indiqué les revendications susceptibles de les soulever dans l'action et non de les diviser. Leur héraïsme est dans le fait qu'ils ont dit que si les Syndicats étaient détestés par les ouvriers, c'est parce que les directions syndicales ont trahi les intérêts ouvriers, qu'elles n'ont plus leur confiance et qu'il est indispensable de forger de nouvelles directions capables de réunifier le mouvement ouvrier, de réaliser une véritable unité d'action démocratique et de mener les travailleurs à des victoires et non à des défaites.

Les quatre exclus ont adressé une lettre ouverte aux camarades de l'Union locale, de l'Union départementale, de la Fédération et du Bureau confédéral, protestant contre les méthodes anti-bureaucratiques d'exclusion, insistant sur les effets néfastes de procédés semblables. Ils ont engagé leurs camarades ouvriers de Neuves-Maisons à rester ORGANISÉS pour continuer le combat dans l'organisation syndicale.

L'Unité d'action démocratique est en marche, parce qu'elle correspond aux profondes aspirations de la classe ouvrière et toutes les mesures des appareils syndicaux ne s'empêcheront pas d'avancer l'existence de notre Comité d'action et notre ferme intention de développer toujours son influence en sont des preuves suffisantes. RABCOR.

DANS LE MÉTRO

Préparer une lutte d'ensemble par l'organisation démocratique de tout le personnel

Avec la naissance de la Régie Autonome des Transports Parisiens, un nouveau statut du personnel du métro a été élaboré. Ce statut doit être voté par le personnel pour être en vigueur. Le Gouvernement veut en profiter pour porter atteinte aux régimes maladie et retraite du personnel et réaliser une compression des effectifs.

Un Comité d'entente regroupant tous les Syndicats de la R.A.T.P. s'est formé. Il a demandé audience au ministre des Transports, C. Pineau. Son cahier revendicatif comprend : la sortie du Statut du personnel, l'application du nouveau règlement des retraites dans les délais fixés par la loi, l'amélioration des conditions de travail, le paiement d'un acompte de 3.000 francs par mois pour tous les salariés du métro, etc. Le Gouvernement a refusé toutes ces revendications.

Pineau n'a accordé aucune de ces revendications. Le Comité d'entente, en réponse, a décidé d'accroître les débrayages partiels et limités sur les lignes et dans les dépôts. Il est évident qu'il s'agit de l'application au métro de ce que le Gouvernement tente déjà d'appliquer aux autres administrations, en particulier à la S.N.C.F.

Ceci se situe dans le cadre de l'attaque générale contre la classe ouvrière tout entière. La seule réponse aux projets gouvernementaux serait la préparation d'une lutte d'ensemble de tout le personnel.

Cette lutte se peut évidemment être déclenchée qu'après une réalisation effective de l'unité d'action.

Le Comité d'entente peut être considéré comme un premier pas dans cette voie. Mais il serait dangereux que ce Comité d'entente s'obstine dans cette nouvelle forme de grèves tournantes dont le résultat est de dresser contre nous une grande partie de la population et de nous isoler dans notre combat.

Cet isolement risque par ailleurs de laisser les travailleurs du métro eux-mêmes et de leur faire perdre confiance dans la nécessité et la possibilité de la lutte. C'est si le personnel du métro veut être au courant de ce qui se passe, il doit acheter un journal quelconque et essayer de se débrouiller, puisqu'aucune Assemblée générale ne se tient.

Dans ces conditions, comment une résistance sérieuse peut-elle être préparée ? Les travailleurs du métro, pour se défendre, doivent agir avant tout par des Assemblées générales aient lieu dans tous les dépôts et terminaux. Ils doivent profiter de ces Assemblées pour préparer une lutte commune et simultanée de tout le personnel, en s'organisant étroitement leur front.

C'est au travers de cette large confrontation que pourront être expérimentées des méthodes de lutte les plus efficaces et les plus démocratiquement les délégués par tous pour exécuter ces décisions. C'est ainsi qu'il deviendra impossible à telle ou telle direction syndicale de rompre en pleine lutte le Front Ouvrier, comme cela se produisit au mois de novembre du fait de la C.F.T.C. et des Antoninistes. Pensez ne fait-il pas des maintenant appel à ceux-ci et à F.O. pour qu'ils brient l'Unité ? Faire échec à Pineau, c'est constituer des Comités d'unité d'action démocratiquement

élus par tous (syndicats ou non) dans chaque dépôt, chaque équipe désignant ses délégués et contrôlant leur activité.

L'autorité et l'efficacité du Comité d'entente sur le plan central ne seront véritablement que si ce Comité traduit vraiment les aspirations prises dans les Comités de dépôt. Ce qui exige qu'il s'élargisse et ne comprenne plus seulement les directions syndicales, mais aussi des représentants des Comités de dépôt.

Ainsi sera construite une unité solide de tous les travailleurs du métro qui, tous ensemble, pourront entre en lutte, faire échec aux projets gouvernementaux, imposer leurs revendications. RABCOR.

Stéphane JUST exclut de la C. G. T.

Le camarade Stéphane Just vient d'être exclu de la C.G.T. pour avoir distribué un tract, posant la question de l'efficacité des grèves tournantes et de la préparation de la lutte d'ensemble des ouvriers de tout le métro et demandant la convocation d'Assemblées générales pour déterminer démocratiquement la lutte.

Il a été exclu par une vingtaine de membres de la C.G.T. alors que la Section syndicale de Vaugirard regroupe 139 syndiqués. Cette exclusion antidémocratique ne peut qu'affaiblir l'Unité d'Action.

Le manque de place nous oblige, à notre grand regret, de remettre au prochain numéro de LA VÉRITÉ la publication d'un article de S. Boulnois sur les cheminots.

Alerte !

Le P. C. I. va être exproprié très prochainement de son Siège, rue Daguerre, l'immeuble devant être démolit.

Nous faisons appel à tous, Camarades et Sympathisants, pour qu'ils nous signalent tout local, boutique ou bureau disponible qu'ils pourraient connaître.

Le prochain numéro de "La Vérité" paraîtra le 10 FÉVRIER 1950

Le Gérant : JULIA Imp. Spéc. de "LA VÉRITÉ"